Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE MAMERS

1 Place de la Republique MAMERS (SARTHE)
ADRESSE POSTALE: CITE JUDICIAIRE
72014 LE MANS CX 2
EMAIL Gtcsarthe@aol.com
TEL 0 891 01 11 11

SEGECA

32 PLACE DES COMTES DU MAINE
72000 LE MANS

V/REF :
N/REF : 89 B 59 / 2005-A-41

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE MAMERS certifie qu'il a reçu le 25/01/2005,

P.V. d'assemblée du 02/01/2005
- Transformation en SARL UNIPERSONNELLE .

Statuts mis à jour

Concernant la société

SARL BARBIER
Société à responsabilité limitée
ZI ROUTE DE COURCEMONT
CHEMIN DU MOULIN MARTEAU
72110 BONNETABLE

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2005-A-41 le 25/01/2005

R.C.S. MAMERS 351 796 131 (89 B 59)

Fait à MAMERS le 25/01/2005,

Le Greffier

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MAMERS (SARTHE)

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DES IMPOTS
Le 07/01/2005 Bordereau n°2005/8 Case n°4
Enregistrement : 75 €
Timbre : 18 €
Total liquidé : quatre-vingt-treize euros
Montant reçu : quatre-vingt-treize euros
L'Agent

Mme M-T VINCENT
Agent des Impôts

-MAMERS-
Enr 17

SARL BARBIER
Société à responsabilité limitée
au capital de 7 622.45 euros
Siège social : Z.I ROUTE DE COURCEMONT
72110 BONNETABLE
R.C.S : MAMERS B 351 796 131

****

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAI
DU 2 JANVIER 2005

L'AN DEUX MILLE CINQ LE 2 JANVIER, à 18 heures,

LA SARL HOLDING BARBIER associé unique titulaire des 500 parts sociales de la SARL B/
Représentée par Monsieur ALAIN BARBIER, son gérant
après avoir pris connaissance du rapport du gérant non associé,

A PRIS LES DECISIONS RELATIVES A :

- **Mise à jour des statuts suite à l'apport des titres de la SARL BARBIER à la Société HOLDING BARBIER**
- **Pouvoirs en vue des formalités**

PREMIERE RESOLUTION -

L'associé unique suite à l'apport de la totalité des part de la SARL BARBIER à la SARL HOLDING BARBIER par acte en date du 22 décembre 2004, décide de modifier comme suit l'article sept des statuts de la société :

« Article sept
CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS QUARANTE CINQ CENTIMES, divisé en CINQ CENTS (500) parts sociales de quinze euros vingt quatre centimes (15,24 euros) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Suite à l'apport en date du 22 décembre 2004 les 500 parts sont attribuées de la manière suivante :

- LA SARL HOLDING BARBIER à concurrence de cinq cents parts sociales numérotées de 1 à 500 sis .....500 Parts

l'associé unique déclare expressément que les 500 parts sont intégralement libérées. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par l'associé unique.

DEUXIEME RESOLUTION –

L'associé unique délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par l'associé unique.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'associé unique.

CERTIFIE CONFORME
à l'original

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE

(Articles L 221-1 à L 247-10 du Code de Commerce)

STATUTS

S.A.R.L. BARBIER

CERTIFIE CONFORME
à l'original

***Acte du** : AGE DU 2 JANVIER 2005*
MODIFICATION DE L'ARTICLE CAPITAL SOCIAL

***SIEGE SOCIAL** : Z.I. route de Courcemont (72110) BONNETABLE*

Droit de timbre payé sur état
Autorisation du 20/11/91

PARDEVANT Maitre Claude ANGLADE, notaire soussigné, associé de la Société Civile Professionnelle dénommée « Claude ANGLADE et Bernard TERRIER, notaires associés », titulaire d'un Office Notarial à MAINTENON (Eure et Loir) 11, rue Saint Pierre,

A COMPARU :

Monsieur Alain Edouard Emile BARBIER, chef d'entreprise, époux de Madame Armelle Alice Marie Andrée BRISSARD, infirmière anesthésiste, demeurant à BONNETABLE (Sarthe) 92 Avenue de la Forêt.

Né à LA FERTE BERNARD (Sarthe) le 7 FEVRIER 1962.

Marié avec Madame BARBIER sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me Claude ANGLADE notaire à MAINTENON (Eure et Loir) le 3 MARS 1994, préalablement à leur union célébrée à la Mairie de BONNETABLE le 19 MARS 1994 ; ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure ainsi déclaré.

Agissant en sa qualité de Gérant de la Société à Responsabilité Limitée dénommée « S.A.R.L. BARBIER », immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MAMERS le 28 AOUT 1989 sous le numéro B 351 796 131, dont le siège social est à BONNETABLE (Sarthe) Zone Industrielle Route de Courcemont, Chemin du Moulin Marteau.

LEQUEL, préalablement à la modification des statuts de la Société, a exposé ce qui suit :

EXPOSE

I. Aux termes d'un acte reçu le 28 JUILLET 1989, par Maitre Jean HEE notaire à BONNETABLE (Sarthe) enregistré à la Recette des Impôts de MAMERS, le 3 AOUT 1989, volume 517, folio 32 n° 239/1 aux droits de quatre cent trente francs,

Il a été établi les statuts d'une Société à Responsabilité Limitée, régie par la législation française ainsi que par lesdits statuts, dénommée :

«S.A.R.L. BARBIER »

Entre les personnes ci-après nommées :

1ent. - Monsieur Alain BARBIER, sus-nommé.

2ent. - Monsieur Maurice Marcel Edouard BARBIER, retraité, demeurant à BONNETABLE (Sarthe) rue Clémenceau n° 12, époux de Madame Alice Louise Berthe HAUTANT.

Né à LARRE (Orne) le 18 OCTOBRE 1926.

Marié sous le régime ancien de communauté d'acquêts aux termes d'un contrat de mariage reçu par Me JOUVIN notaire à OISSEAU LE PETIT (Sarthe) le 15 JUILLET 1955,

ENREGISTRÉ A CHARTRES NORD
Recette Divisionnaire des Impôts
le 12 FEV. 1996
Bordereau 33/2
Reçu cinq francs

préalablement à son union célébrée à la Mairie de OISSEAU LE PETIT (Sarthe) le 16 JUILLET 1955 ; lequel régime n'a pas été modifié depuis.

3ent. - Madame Alice Louise Berthe HAUTANT, retraitée, demeurant à BONNETABLE (Sarthe) 12 rue Clémenceau, épouse de Monsieur Maurice Marcel Edouard BARBIER.

Née à OISSEAU LE PETIT (Sarthe) le 11 SEPTEMBRE 1935.

Mariée avec ledit Monsieur BARBIER ainsi qu'il est dit ci-dessus.

II. Suivant acte sous signatures privées en date à BONNETABLE du 8 OCTOBRE 1990, enregistré à la Recette des Impôts de MAMERS le 17 OCTOBRE 1990, il a été procédé aux cessions de parts suivantes :

Monsieur Maurice BARBIER sus-nommé a cédé à Monsieur Alain BARBIER également sus-nommé, qui a accepté, quarante cinq parts sociales numérotées cent soixante six à deux cent dix qu'il possède dans la Société moyennant le prix de QUATRE MILLE CINQ CENTS FRANCS (4.500 Frs), payé comptant et quittancé en l'acte.

Madame BARBIER née HAUTANT sus-nommée a cédé à Monsieur Alain BARBIER qui a accepté, cinquante parts sociales numérotées trois cent trente et un a trois cent quatre vingt qu'elle possède dans la Société moyennant le prix de CINQ MILLE FRANCS (5.000 Frs) payé comptant et quittancé en l'acte.

Par suite des cessions de parts ci-dessus, les articles six et sept des statuts ont été modifiés de la manière suivante :

« Le capital social est d'un montant de CINQUANTE MILLE FRANCS divisé en CINQ CENTS PARTS de numéraires de CENT FRANCS chacune numérotées de un à cinq cents appartenant :

A Monsieur Alain BARBIER à concurrence de DEUX CENT SOIXANTE PARTS portant les numéros un à deux cent dix et trois cent trente et un à trois cent quatre vingt vingt formant la représentation de son apport d'origine et l'acquisition qu'il a effectuée aux termes d'un acte sous signatures privées en date à BONNETABLE du 8 Octobre 1990,

A Monsieur Maurice BARBIER à concurrence de CENT VINGT PARTS portant les numéros deux cent dix à trois cent trente formant la représentation partielle de son apport en numéraire d'origine.

A Madame BARBIER née HAUTANT à concurrence de CENT VINGT PARTS portant les numéros trois cent quatre vingt un à cinq cents formant la représentation partielle de son apport en numéraire d'origine ».

III. Suivant acte reçu par Me Claude ANGLADE, notaire soussigné, le 11 Janvier 1996, enregistré à la Recette des Impôts de CHARTRES NORD, le 6 Février 1996 ---- ~~volume~~ ---- folio 38 bordereau 26/1, il a été procédé aux cessions de parts suivantes :

Monsieur Alain BARBIER, Monsieur Maurice BARBIER et Madame BARBIER née HAUTANT tous trois sus-nommés, ont cédé sous les garanties ordinaires et de droit à :

Madame Armelle Alice Marie Andrée BRISSARD, infirmière anesthésiste, demeurant à BONNETABLE (Sarthe) 92 Avenue de la Forêt, épouse de Monsieur Alain Edouard Emile BARBIER.

Née à MAMERS (Sarthe) le 5 MAI 1959.

Mariée avec Monsieur BARBIER sous le régime de la séparation de biens aux termes de son contrat de mariage reçu par Me ANGLADE notaire à MAINTENON le 3 MARS 1994 préalablement à son union célébrée à la Mairie de BONNETABLE le 19 MARS 1994 ; ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure ainsi déclaré.

Qui a accepté savoir :

- Monsieur Alain BARBIER DIX PARTS de CENT FRANCS chacune entièrement libérées et numérotées de trois cent soixante et onze à trois cent quatre vingt lui appartenant dans la Société moyennant le prix principal de MILLE FRANCS (1.000 Frs).

- Monsieur Maurice BARBIER, CENT VINGT PARTS de CENT FRANCS chacune entièrement libérées et numérotées de deux cent onze à trois cent trente lui appartenant dans la Société moyennant le prix principal de DOUZE MILLE FRANCS (12.000 Frs).

- Madame BARBIER née HAUTANT, CENT VINGT PARTS de CENT FRANCS chacune entièrement libérées et numérotées de trois cent quatre vingt un à cinq cents lui appartenant dans la Société moyennant le prix principal de DOUZE MILLE FRANCS (12.000 Frs).

Lesquelles sommes ci-dessus ont été payées comptant et quittancées en l'acte.

MODIFICATION DES STATUTS

A l'acte de cession de parts du 11 JANVIER 1996 ---- sont intervenus en leur qualité de seuls associés de la « S.A.R.L. BARBIER », Messieurs Alain et Maurice BARBIER et Madame BARBIER née HAUTANT sus-nommés.

LESQUELS ont déclaré expressément agréer ladite cession de parts sociales au profit de Madame BARBIER née BRISSARD, nouvelle associée.

Monsieur BARBIER Alain et Madame BARBIER née BRISSARD, seuls associés de la « S.A.R.L BARBIER » y ont décidé de modifier ainsi qu'il suit l'article sept des statuts, et ont donné à cet effet tous pouvoirs au Gérant :

« Article sept - CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 « Frs) divisé en CINQ CENTS (500) PARTS de numéraire de CENT FRANC (100 Frs) « chacune, numérotées de UN à CINQ CENT, entièrement libérées et attribuées aux « associés, en fonction de leurs apports, savoir :

« - A Monsieur Alain BARBIER les DEUX CENT CINQUANTE PARTS (250) « numérotées de UN à DEUX CENT DIX (210) et de TROIS CENT TRENTE ET UN à « TROIS CENT SOIXANTE DIX (40) représentant en capital VINGT CINQ MILLE « FRANCS, ci ..... 250 parts 25.000 Frs

« - A Madame BARBIER née BRISSARD les DEUX « CENT CINQUANTE PARTS (250) numérotées de 371 à « 380 (10), 211 à 330 (120) et 381 à 500 (120) représentant en « capital VINGT CINQ MILE FRANCS, ci..... 250 parts 25.000 Frs

---------- ----------

« TOTAUX ..... 500 parts 50.000 Frs

====== ========

« Les associés déclarent expressément que les CINQ CENTS PARTS (500) sociales « composant le capital social sont intégralement souscrites et libérées en numéraires, et « qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées. »

CECI EXPOSE, il est procédé ainsi qu'il suit, à la mise à jour des statuts à la suite de ces cessions de parts :

MISE A JOUR DES STATUTS

Article Premier
FORME

Il est formé, entre les comparants, futurs propriétaires des parts ci-après désignées, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les lois en vigueur, notamment par les dispositions de la loi du vingt quatre juillet mil neuf cent soixante six sur les sociétés commerciales.

Article deux
OBJET

La Société a pour objet : toute activité se rapportant à la menuiserie en particulier et au bâtiment en général.

La Société pourra prendre toutes participations directes ou indirectes, dans toutes opérations commerciales ou industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher à l'un des objets précités par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, fusion ou tout autre moyen, et plus généralement la Société pourra effectuer toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

Article trois
DENOMINATION SOCIALE

La Société prend la dénomination de « S.A.R.L BARBIER ».

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, et notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie, immédiatement et lisiblement des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales « S.A.R.L » de l'énonciation du montant du capital social et du numéro et de la date d'immatriculation au Registre du Commerce.

Article quatre
SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé à BONNETABLE (Sarthe) Zone Industrielle, Route de Courcemont, Chemin du Moulin Marteau.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même commune, par simple décision de la gérance et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Article cinq
DUREE

La durée de la Société est fixé à quatre vingt dix neuf ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article six
APPORTS

Lors de la constitution de la Société, les associés ont fait les apports suivants exclusivement en numéraires :

- Monsieur Alain BARBIER, la somme de SEIZE MILLE CINQ CENTS FRANCS ci..... 16.500 Frs

- Monsieur BARBIER-HAUTANT la somme de SEIZE MILLE CINQ CENTS FRANCS ci..... 16.500 Frs

- Et Madame BARBIER née HAUTANT la somme de DIX SEPT MILLE FRANCS, ci..... 17.000 Frs

---

Soit au total une somme de CINQUANTE MILLE FRANCS, composant le capital social ci-après énoncé ..... 50.000 Frs

==========

Laquelle somme a été déposée le dix neuf juillet mil neuf cent quatre vingt neuf au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation sous le numéro 44702570100 à la Caisse de Crédit Mutuel de BONNETABLE dont le siège est à BONNETABLE 7, rue du Maréchal Leclerc.

Les fonds seront retirés par le gérant de la Société sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de Commerce de MAMERS, attestant l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce.

Article sept
CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 7 622,45 euros (SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS QUARANTE CINQ CENTIMES, divisé en CINQ CENTS (500) parts sociales de quinze euros vingt quatre centimes (15,24 euros) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Suite à l'apport en date du 22 décembre 2004 les 500 parts sont attribuées de la manière suivante :

- LA SARL HOLDING BARBIER à concurrence de cinq cents parts sociales Numérotées de 1 à 500, ci ..... 500 parts

L'associé unique déclare expressément que les 500 parts sont intégralement libérées.

Article huit
AUGMENTATION DE CAPITAL

Le capital peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté en une ou plusieurs fois :

- par création de parts nouvelles égales aux parts anciennes, attribuées en représentation d'apports en nature ou en numéraire,

- ou par l'incorporation au capital de tout ou partie des réserves, provisions, dotations ou bénéfices, au moyen de création de parts nouvelles, égales aux anciennes, ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

En cas d'augmentation de capital par voie d'apport de numéraires, chacun des associés, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède à un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentant l'augmentation de capital.

Les associés peuvent, collectivement, renoncer en tout ou en partie à leur droit préférentiel de souscription. Ils peuvent, aussi en statuant à la double majorité stipulée sous l'article 13 pour l'agrément de tiers étrangers à la société, renoncer en faveur de ceux-ci à leur droit préférentiel, en tout ou en partie.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et délais qui seront fixés par l'assemblée extraordinaire des associés décidant l'augmentation de capital, ou à défaut par la gérance. Le délai pour souscrire ne pourra toutefois être inférieur à quinze jours.

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus, et les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription, ou d'attribution, pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles, devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent être déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations, dans une banque ou chez un notaire.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport annexé à la décision extraordinaire des associés, établi sous sa responsabilité, par un commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, à la requête du gérant.

Les gérants et les personnes ayant souscrit à l'augmentation de capital, sont responsables solidairement, pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital doivent être entièrement libérées, et réparties lors de leur création.

Article neuf
REDUCTION DE CAPITAL

Le capital social pourra, par décision extraordinaire des associés, être réduit, quel que soit le motif et quel que soit le mode de réalisation de cette réduction, mais à condition de ne pas porter atteinte à l'égalité des associés.

Le projet de réduction de capital est communiqué au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, quarante cinq jours au moins avant la date de la réunion de l'assemblée des associés appelée à statuer sur ce projet.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal doit être suivie, dans le délai d'un an, d'une augmentation, ayant pour effet de le porter à un montant égal ou supérieur à ce minimum légal, à moins que, dans le même délai, la société n'ait été transformée en société d'une autre forme.

Une réduction du capital pourra être réalisée nonobstant l'existence de rompus chaque associé devant faire son affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

Article dix
DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part donne droit, dans l'actif social et les bénéfices, à une fraction égale et proportionnelle au nombre de parts créées, et ce, quelle que soit l'époque de cette création et le régime fiscal éventuellement propre à certaines d'entre elles. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sauf exceptions légales, les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'ils possèdent. Au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Ils peuvent exercer le droit de communication permanente ou temporaire qui leur est accordé notamment par les articles 32, 33 et 36 du décret du 23 Mars 1967.

Les droits et obligations attachés aux parts sociales suivent ces dernières dans quelques mains qu'elles passent.

La possession d'une part emporte de plein droit l'adhésion aux statuts de la société et aux résolutions prises régulièrement par les associés.

Les représentants, héritiers, ayants cause ou créanciers d'un associé, même s'ils comprennent des mineurs ou des incapables, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papiers et valeurs, de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer, en aucune manière, dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des associés.

Article onze
REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de chaque associé résultent des statuts, des actes modificatifs, ainsi que des actes portant cession ou mutation de parts sociales.

Article douze
INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part. Les copropriétaires indivis, héritiers ou ayants cause d'un associé décédé, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par l'un d'eux considéré par elle comme seul propriétaire. A défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de se pourvoir, ainsi que de droit, pour faire désigner par justice, un mandataire chargé de représenter tous les copropriétaires.

Les usufruitiers et nus-propriétaires devront également se faire représenter par l'un d'entre eux. A défaut d'entente, la société considérera l'usufruitier comme représentant valablement le nu-propriétaire, quelles que soient les décisions à prendre.

Article treize
CESSIONS DE PARTS ENTRE VIFS

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par acte notarié ou sous seing privé. Elles ne seront opposables à la société, qu'autant qu'elles auront été signifiées à la société ou acceptées par elle, dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Elles ne seront opposables aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité et en outre le dépôt de deux expéditions ou de deux originaux de l'acte de cession en annexe au Registre du Commerce.

Entre les associés, les parts sont librement cessibles, mais elles ne peuvent être cédées à des personnes étrangères à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

N'aura pas besoin d'être agréé par les associés l'adjudicataire de parts sociales ayant fait l'objet d'un nantissement suivi de réalisation forcée, mais seulement dans l'hypothèse où la société aura donné son consentement au projet de nantissement.

Tout projet de cession pour lequel ce consentement est requis doit être notifié par acte extra judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, non seulement à la société mais à chacun des associés.

Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, le gérant doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession de parts sociales, ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si le consentement demandé lui est accordé, l'associé pourra céder les parts visées dans sa demande à la personne ou aux personnes désignées par lui.

Si le consentement lui est refusé, il pourra (s'il détient ses parts, depuis au moins deux ans, ou bien si elles lui ont été dévolues par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de donation au profit d'un conjoint, ascendant ou descendant) :

- soit exiger le rachat des parts à céder par ses co-associés ou par les acquéreurs désignés par ceux-ci. Le prix de cession est déterminé par un expert désigné soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal statuant en la forme des référés et sans recours possible. L'acquisition doit être réalisée dans le délai de trois mois à compter du refus. A la demande du gérant, le délai peut-être prolongé une seule fois par le Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance sur requête sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

- soit accepter la proposition éventuellement faite par la société, de réduire dans le même délai de trois mois le capital du montant de la valeur de ses parts et de racheter celles-ci à un prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale, soit 5 %.

Si au bout de trois mois, aucune des solutions ci-dessus envisagées n'est intervenue :

- soit que la société n'ait pas fait connaître sa décision, et alors le consentement à la cession est réputé acquis ;

- soit que la société ait expressément refusé de donner son consentement et alors l'associé peut néanmoins réaliser la cession initialement prévue.

Article quatorze
TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES EN CAS DE DECES OU DE LIQUIDATION DE COMMUNAUTE

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté entre époux, même pour une cause autre que le décès, notamment : le divorce, séparation de corps ou de biens, ou encore changement de régime matrimonial.

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et le conjoint de l'associé décédé. Toutefois, les héritiers et ayants droit de l'associé décédé devront obtenir l'agrément des autres associés pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, lesdits héritiers ou ayants droit devront justifier en outre de leur identité personnelle, de leurs qualités héréditaires, par la production de toutes pièces appropriées, sans préjudice du droit de la gérance de requérir de tout notaire, la délivrance d'expédition ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités. Lesdits héritiers ou ayants droit devront justifier enfin de la désignation du mandataire commun, chargé de les représenter.

Tant que durera l'indivision, celle-ci ne sera comptée que pour une seule tête, pour le calcul de la majorité requise pour les décisions extraordinaires.

Article quinze
ASSOCIE UNIQUE

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société, tout intéressé pouvant seulement demander cette dissolution, si cette situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

L'associé entre la main duquel sont réunies toutes les parts sociales peut dissoudre la société à tout moment, par déclaration au Greffe du Tribunal de Commerce, en vue de la mention de la dissolution au Registre du Commerce.

Le déclarant est alors liquidateur, à moins qu'il ne désigne une autre personne pour exercer cette fonction.

Article seize
DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est point dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite, ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès, elle continue entre les associés survivants et les héritiers et représentants de l'associé décédé.

Article dix sept
NOMINATION ET POUVOIRS DES GERANTS

La société est administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associés ou non, en qualité de gérants.

Les associés nomment comme premier gérant : Monsieur Alain BARBIER, qui déclare accepter cette fonction.

Vis à vis des tiers, chacun des gérants peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il étant gérant unique.

Dans ses rapports avec les associés, il ne pourra sans l'autorisation préalable de ceux-ci , donnée par une décision ordinaire, contracter au nom de la société des emprunts autres que les crédits en banque, vendre ou échanger les immeubles sociaux ou fonds de commerce, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur un fonds de commerce, concourir à la fondation d'une société ou faire apport à une société de tout ou partie des biens sociaux. Il est précisé que même pour les crédits en banque supérieurs à cent mille francs le gérant devra obtenir l'autorisation préalable des associés.

Un gérant pourra faire opposition aux actes d'un autre gérant mais cette opposition ne sera valable dans ses rapports avec les associés que si elle est faite avant que l'opération en

cause soit concluc et dans ses rapports avec les tiers que s'il est établi que ceux-ci en ont eu connaissance.

Chacun des gérants peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toutes délégations spéciales et temporaires pour des opérations déterminées à tout mandataire de son choix.

Article dix huit
DUREE DES FONCTIONS DES GERANTS

Le gérant actuellement en fonction a été nommé sans détermination de durée.

Les gérants peuvent résilier leurs fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés trois mois au moins à l'avance.

La démission ou le décès d'un gérant n'entraîne pas la dissolution de la société ; dans ce cas, les associés nommeront, lors d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite provoquée à la diligence de l'un d'entre eux, un nouveau gérant. Toutefois, cette nomination serait seulement facultative dans le cas où il existerait un ou plusieurs autres gérants.

Article dix neuf
REMUNERATION DES GERANTS

Les gérants peuvent recevoir un traitement annuel fixe ou proportionnel dont la quotité et le mode de paiement seront déterminés par décision ordinaire des associés.

Les frais de représentation, de voyage, de déplacements, leur sont remboursés, soit d'une manière forfaitaire, soit sur présentation d'états certifiés par eux, selon ce qui sera décidé par les associés statuant en la forme ordinaire.

Article vingt
RESPONSABILITE DES GERANTS

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement, selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la loi du 24 Juillet 1966, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

L'action en responsabilité contre les gérants peut être exercée par toute personne qui a été personnellement lésée.

En outre, s'ils représentent au moins le dixième du capital social, des associés peuvent dans un intérêt commun, charger à leurs frais un ou plusieurs d'entre eux de les représenter pour soutenir tant en demande qu'en défense, l'action sociale contre les gérants.

Lorsque l'action sociale est intentée par un ou plusieurs associés, le Tribunal ne peut statuer que si la société a été régulièrement mise en cause par l'intermédiaire de ses représentants légaux.

Article vingt et un
CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DE DES ASSOCIES OU GERANTS

Le gérant, ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés. L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé

intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions qui précèdent s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Elles concernent également les conventions intervenues entre la gérance et un associé pour définir les conditions dans lesquelles ce dernier consentira à la société des avances temporaires de fonds productives d'intérêts. En l'absence de stipulations contraires, le taux de cet intérêt sera égal à celui des avances de la Banque de France, majoré de deux points.

Toutefois, une décision ordinaire des associés pourra définir elle-même les modalités de telles avances, notamment si elles doivent être faites par des gérants.

Enfin, à peine de nullité de contrat, il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte-courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers ; cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou associés, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article vingt deux
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par une décision ordinaire. Cette nomination est obligatoire lorsque le capital social excède 300.000 F. De plus, elle peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le cinquième du capital.

La durée du mandat des commissaires aux comptes nommés par les associés est de six exercices, leur mandat venant à expiration à l'issue de la réunion de l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice.

Le commissaire aux comptes nommé par l'assemblée, en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Les pouvoirs, les fonctions, les obligations, la responsabilité, la révocation et la rémunération des commissaires aux comptes sont définis par la loi.

Article vingt trois
FORME DES DECISIONS COLLECTIVES

En principe, les décisions des associés sont prises en assemblée. Elles peuvent également être prises par consultation écrite à la diligence de la gérance, ou encore par un acte notarié ou sous seing privé signé par tous les associés ou leurs mandataires. Toutefois, les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels sont obligatoirement prises en assemblée réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice social.

Article vingt quatre
ASSEMBLEES

L'assemblée est convoquée au lieu du siège social ou en tout autre lieu de la même ville (ou du même département), soit par un gérant, soit à défaut par le commissaire aux comptes, soit encore par un mandataire désigné à la demande d'un associé, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

La convocation doit être faite par lettre recommandée quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Elle doit indiquer les questions à l'ordre du jour de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement, sans qu'il y ait lieu de se rapporter à d'autres documents.

Sous réserve que soit respecté le droit de communication des associés rappelé sous l'article 10 , une assemblée peut se tenir valablement sur convocation verbale si tous les associés sont présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales, sous réserve qu'il accepte cette fonction. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

La discussion ne pourra porter que sur des questions inscrites à l'ordre du jour.

En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, il peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint.

Mais, il ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts, et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé est donné par une seule assemblée, mais vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès verbal qui mentionne : la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président, les noms prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Ce procès verbal est établi et signé par les gérants sur un registre spécial, tenu au siège social et coté et paraphé, soit par un juge du Tribunal de Commerce, soit par un Juge du Tribunal d'Instance, soit le Maire de la Commune ou un adjoint au Maire.

Toutefois, les procès verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les mêmes conditions que le registre susvisé et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition suppression, substitution ou inversion des feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

Article vingt cinq
CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, la gérance adresse par lettre recommandée ave demande d'avis de réception, à chacun des associés (au dernier domicile déclaré par lui à l

société) , le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Ces associés disposent d'un délai de quinze jours francs à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit. Ce vote formulé par un « oui » ou un « non » inscrit en dessous du texte de chacune des résolutions proposées doit être adressé à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Tout associé qui n'aura pas régulièrement voté dans le délai imparti, sera considéré comme ayant voulu s'abstenir.

Le procès verbal de la délibération sera établi par la gérance selon les formes indiquées sous l'article 24 pour les procès verbaux d'assemblées, mais en mentionnant que la consultation a eu lieu par écrit et en annexant au procès verbal la réponse de chaque associé.

Article vingt six
EPOQUE ET NATURE DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés peuvent être prises à toute époque.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes de chaque exercice social doit obligatoirement être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture dudit exercice, ainsi que dans tous les autres cas prévus par la loi ou par les statuts.

D'autre part, un ou plusieurs associés représentant au moins, soit le quart en nombre et en capital, soit la moitié en capital, peuvent toujours demander la réunion d'une assemblée.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires selon leur objet.

Article vingt sept
DECISIONS ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi (révocation du gérant statutaire et transformation en société anonyme lorsque l'actif net excède cinq millions de francs).

Elles ont notamment pour objet de statuer sur les comptes de chaque exercice, et sur l'affectation à donner aux résultats, de nommer et révoquer les gérants même statutaires, de nommer le ou les commissaires aux comptes, d'autoriser les gérants à effectuer certaines opérations, d'approuver les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou l'un de ses associés.

Les décisions ordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont , selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Article vingt huit
DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sauf dans les cas où la loi et l'article 27 des statuts prévoient que cette modification peut être effectuée par une décision ordinaire.

Elles ont notamment pour objet l'augmentation ou la réduction du capital, la modification de l'objet, de la dénomination ou du siège social, la fusion avec une autre société, la transformation en société d'une autre forme, sauf l'exception mentionnée sous l'article 27.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, ou d'obliger un associé à augmenter son engagement social ;

- à la majorité en nombre d'associés représentant au moins les trois quarts du capital social s'il s'agit de statuer sur le consentement aux cessions de parts visées sous l'article 13.

- par des associés représentant au moins les trois quarts du capital social pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Article vingt neuf
EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **1er janvier** et se termine le **31 décembre**.

Article trente
ETABLISSEMENT DE COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan, en se conformant aux dispositions législatives et réglementaires.

Elle doit également établir un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé, faisant état notamment de toute nouvelle prise de participation et rendant compte de l'activité des filiales.

Article trente et un
COMMUNICATION DES COMPTES SOCIAUX

La gérance doit adresser aux associés quinze jours francs au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport susvisé ainsi que le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits, le bilan, le texte des résolutions proposées, et le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes. A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Quarante cinq jours au moins avant la réunion de cette assemblée, l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan sont tenus au siège social, à la disposition des commissaires aux comptes. Le rapport sur les opérations de l'exercice et la situation de la société sont tenus à leur disposition vingt jours francs au moins avant ladite réunion. Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : compte d'exploitation générale, de pertes et profits, bilans, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès verbaux de ces assemblées.

Article trente deux
APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DES RESULTATS

L'assemblée ordinaire des associés qui est obligatoirement appelée à statuer sur l'approbation des comptes d'un exercice social dans les six mois suivant la clôture dudit exercice, se prononce sur l'affectation à donner aux résultats de cet exercice.

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et aures charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent les bénéfices nets.

Su ces bénéfices nets, diminués le cas échéant des pertes antérieures, sont prélevées tout d'abord les sommes apportées en réserve en application de la loi.

Ainsi, il est prélevé 5 % pour constituer le fond de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fond de réserve atteint le 1/10ème du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce 1/10ème.

Le bénéfice net distribuable est constitué par le bénéfice net, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés, proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice. Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés, lorsque l'actif net est ou deviendrait à la suite de celle-ci inférieur au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, les associés peuvent sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans le bénéfice, ou affecter tout ou partie de cette part, à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

Article trente trois
PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par elle, ou à défaut, par les gérants.

Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation accordée par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande des gérants.

La prescription de cinq ans de l'article 2277 du Code Civil est applicable aux dividendes non réclamés.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée, hors le cas de distribution de dividendes fictifs ou de distribution d'un intérêt fixe ou intercalaire, cette action en répétition se prescrivant par trois ans à compter de la distribution des dividendes.

Article trente quatre
TRANSFORMATION

La transformation de la présente société en société civile, en société en nom collectif en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts, que si la société a établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices. Toutefois, et sous ces mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité du capital social, si l'actif net figurant au dernier bilan excède cinq millions de francs.

Toute décision de transformation doit être précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société, même si la société n'a pas habituellement de commissaire aux comptes.

En cas de transformation de la société en société anonyme, un ou plusieurs commissaires chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, sont désignés par décision de justice à la demande de la gérance. Ces commissaires sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article 220 de la loi du 24 Juillet 1966. Leur rapport, qui inclut l'examen de la situation de la société, est tenu à la disposition des associés.

Ceux-ci statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A peine de nullité de la transformation, l'approbation expresse des associés doit être mentionnée au procès verbal.

La société doit se transformer en société d'une autre forme dans le délai de deux ans, si elle vient à comprendre plus de 50 associés. A défaut elle est dissoute, à moins que pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante.

Article trente cinq
FUSION - SCISSION

La société pourra, avec une ou plusieurs autres sociétés anciennes ou nouvelles, même de forme différente, réaliser soit une fusion, soit une scission, soit une fusion-scission, par une décision des associés prise normalement à la majorité des trois/quarts en capital, sauf si l'opération entraîne la modification d'une clause statutaire ne pouvant être changée que d'un commun accord entre tous les associés, ou une augmentation des engagements des associés, auquel cas l'unanimité sera requise.

Article trente six
ACTIF NET INFERIEUR A LA MOITIE DU CAPITAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social, les associés doivent, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans de délai, l'actif n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social déposée au greffe du Tribunal de Commerce du siège social, et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes, de provoquer une décision ou si les associés n'ont valablement pu délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de

commerce la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux sociétés en état de règlement judiciaire ou à celles soumises à la procédure de suspension provisoire des poursuites et d'apurement collectif du passif.

Article trente sept
DISSOLUTION-LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution quelle qu'en soit la cause (arrivée de son terme, nombre d'associés devenu supérieur à cinquante, cessation de l'objet social, capital réduit au dessous de 50.000 F, réunion de toutes les parts en une seule main), et le mode de constatation (décision des associés ou du Tribunal).

Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Toutefois, la mention « société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous actes et documents émanant de la société et destiné aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés à la majorité en capital des associés, ou à défaut, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête de tout intéressé.

Un ou plusieurs contrôleurs peuvent être nommés dans les mêmes conditions que les liquidateurs.

Au surplus, la liquidation de la société sera effectuée selon les règles définies par les articles 402 à 418 de la loi du 24 Juillet 1966.

Article trente huit
CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion ou d'administration et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le Tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre. L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres seront tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Article trente neuf

JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE - REPRISE DES ENGAGEMENTS - POUVOIRS - PUBLICITE

I - La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce.

En vue d'obtenir cette immatriculation, les associés comparants sont tenus de souscrire et déposer au Greffe du Tribunal de Commerce de MAMERS la déclaration de conformité prescrite par la loi.

II - En outre, et dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs. La signature des présents statuts emportera par la société reprise des engagements pris par Monsieur Alain BARBIER.

Ces engagements seront réputés avoir été souscrits dès l'origine, lorsque la société aura été immatriculée au Registre du Commerce.

III - Les associés donnent par les présentes également mandat à Monsieur Alain BARBIER, à l'effet de constituer les provisions nécessaires au paiement des droits et frais relatifs à la constitution de la société.

Ils donnent par les présentes mandat à Monsieur Alain BARBIER pour régulariser la location des locaux où s'exerceront les activités de la société et qui appartiennent à la Ville de BONNETABLE, et obtenir du CREDIT MUTUEL un crédit de deux cent cinquante mille francs pour l'acquisition du matériel, des stocks et des matières premières.

IV - Les formalités de constitution étant accomplies l'avis prévu par l'article 285 du décret du vingt trois mars mil neuf cent soixante sept sera inséré dans un journal d'annonces légales du département de la Sarthe. A cet effet, et à l'effet de déposer au Greffe du Tribunal de Commerce les pièces constitutives et de requérir l'immatriculation au Registre du Commerce, tous pouvoirs sont donnés au gérant.

Article quarante

FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la Société, portés au compte des frais généraux et amortis dans la première année et en tout cas avant toute distribution de bénéfice.

STATUTS MIS A JOUR LE 2 JANVIER 2005